

Journal du climat

Décembre 2023

Un bulletin d'information bimestriel pour les personnes qui souhaitent s'informer sur le changement climatique. Il existe aussi une édition en allemand. N'hésitez pas à faire suivre le journal climatique. S'abonner : <https://bit.ly/Klimazeitung>

Éditorial	2	Accord sur la directive relative aux bâtiments	11
Suisse	2	La France refuse de payer les pénalités pour erreur climatique.....	11
Que faut-il attendre du nouveau Parlement en ce qui concerne la loi sur le CO ₂ ?	2	Malgré une baisse des émissions : L'objectif climatique de l'UE n'est pas en vue.....	11
Le référendum contre l'arrêté manteau aura-t-il lieu ?	2	Défis croissants pour le marché de l'électricité grâce aux énergies renouvelables	11
Vers la neutralité climatique grâce au stockage de CO ₂ dans la mer ?	3	Les flux financiers européens continuent de réchauffer le climat.....	12
La Confédération mise davantage sur les compensations liées au CO ₂ - malgré les critiques	3	Qui sont les plus gros pollueurs du système européen d'échange de quotas d'émission ?	12
Les installations solaires alpines à l'aube d'une phase décisive	4	Allemagne	12
Nouveau parc éolien, énergie nucléaire et un modèle controversé de mix électrique.....	5	Une décision épique de la Cour constitutionnelle fédérale conduit l'Allemagne à la crise budgétaire	12
La Suisse est-elle en train de rattraper son retard en matière d'hydrogène ?	5	Il faut davantage de protection du climat dans les bâtiments et les transports.....	13
Concertation sur l'extension des autoroutes et les nouvelles approches de la mobilité.....	5	BMWK présente sa stratégie industrielle.....	13
Le Tribunal fédéral annule deux jugements contre des activistes climatiques	6	De grands pas vers l'approvisionnement en hydrogène ...	13
La BNS critiquée pour sa participation à des entreprises de fracturation hydraulique	7	La crise climatique visible	14
Décision de la Confédération et des cantons en matière de climat	7	Un quart de la population mondiale a souffert de la chaleur extrême l'année dernière	14
Politique climatique internationale	7	La fonte des glaciers du Groenland et de l'Antarctique s'accélère considérablement.....	14
Good COP, bad COP.....	7	Menace des forêts par les incendies et les sécheresses	15
La Chine et les Etats-Unis signent un pacte sur le réchauffement climatique	9	Nouvelles de la science du climat	15
Les émissions de la Chine vont baisser en 2024	9	CO ₂ concentration aussi élevée qu'il y a 3 millions d'années	15
Les exportations de GNL des États-Unis sont aussi mauvaises que celles de charbon	9	Nous explosons notre budget CO ₂	15
Une catastrophe climatique majeure toutes les trois semaines aux États-Unis	9	Une nouvelle étude montre que le climat est probablement beaucoup plus sensible	16
Les banques ont injecté plus de 150 milliards de dollars dans les entreprises fossiles en 2022.....	10	Les plus riches sont les principaux responsables du changement climatique	16
Les gouvernements s'accordent sur l'élimination progressive de l'éclairage fluorescent.....	10	Des médecins et des climatologues mettent en garde.....	16
Les perspectives énergétiques mondiales 2023 de l'AIE.....	10	De nouveaux rapports de l'ONU révèlent d'énormes lacunes dans la protection du climat.....	17
Criminalisation des protestations climatiques	11	Les poissons : les protecteurs cachés du climat.....	17
Politique climatique européenne	11	Actif contre le désespoir	18

Éditorial

Ce numéro est particulièrement volumineux. Cela s'explique par le fait qu'en novembre s'est tenue la 28e conférence internationale sur le climat (COP28), la plus importante négociation internationale sur la crise climatique. La COP est toujours précédée de nombreuses nouvelles publications, appels et initiatives qui sont lancés. Tous dans l'espoir d'obtenir un meilleur résultat lors des négociations. Nous avons résumé pour vous les résultats des négociations et les études et rapports les plus importants. Bien sûr, comme toujours, vous trouverez également un résumé de la politique climatique suisse et de la politique climatique à l'étranger. Pour que vous ne soyez pas complètement abattus après toutes ces (globalement) mauvaises nouvelles, nous voulons désormais terminer notre journal climatique par une rubrique contre le désespoir. Vous y trouverez des conseils contre le blues climatique et des informations sur la manière dont vous pouvez vous engager.

Suisse

Que faut-il attendre du nouveau Parlement en ce qui concerne la loi sur le CO₂ ?

Comme prévu, les élections fédérales ont entraîné d'importants changements au Parlement. Les Verts et les Verts libéraux ont perdu au total douze sièges au Conseil national et au Conseil des Etats. Il y a quatre ans, ces deux partis avaient gagné 26 sièges. Cette année, c'est l'UDC qui a réalisé les plus gros gains avec 9 sièges supplémentaires, tandis que le PS a progressé de deux sièges.

Les analyses des élections montrent que : Le fossé ville-campagne s'est creusé ([Tages-Anzeiger](#)), l'UDC a fortement progressé, notamment en Suisse romande, tandis que les Verts y ont beaucoup perdu ([Tages-Anzeiger](#) et [NZZ](#), [paywall](#)), et les agriculteurs ont encore accru leur influence ([Tages-Anzeiger](#)).

Le glissement vers la droite se manifeste surtout au Conseil national ([graphiques de l'Office fédéral de la statistique, OFS](#)), les déplacements sont moins importants au Conseil des Etats ([OFS](#)). Pour que les Verts, les Verts libéraux et le PS puissent s'imposer au Conseil national, ils ont

besoin de presque toutes les voix du parti du centre, calcule le [Tages-Anzeiger](#) ([paywall](#)).

L'impact des élections sur la politique climatique suisse se fera sentir en premier lieu avec la loi sur le CO₂. Sa révision a été rejetée par le peuple en 2021. Au cours de la dernière semaine de la session d'hiver, le Conseil national débattait de la loi qui fixe les objectifs climatiques de 2025 à 2030. La question centrale est de savoir si le Conseil national corrige les décisions prises en automne par le Conseil des États. Celui-ci s'était contenté d'incitations pour réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Un tiers de la réduction de CO₂ doit être obtenu à l'étranger grâce à des certificats de protection climatique controversés et souvent inefficaces.

La [Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie \(CEATE\) du Conseil national](#) a légèrement amélioré la variante du Conseil des Etats sur quelques points. Ainsi, elle veut ancrer une limite supérieure de 25% pour les réductions d'émissions à l'étranger. Une nouvelle taxe doit être prélevée sur les vols en jet privé et en jet d'affaires. Et l'installation de stations de recharge, par exemple dans les immeubles collectifs et sur les parkings publics, doit être encouragée financièrement. Comme le Conseil des États, la commission du Conseil national veut renoncer à une augmentation de la taxe sur le CO₂. La redistribution actuelle de deux tiers à la population et aux entreprises ne devrait pas être modifiée. Plus d'informations sur [watson.ch](#) et [swisscleantech](#).

Le référendum contre l'arrêté manteau aura-t-il lieu ?

La probabilité que les électeurs votent sur l'arrêté manteau a augmenté. Après la nouvelle [Alliance Nature & Paysage Suisse](#), c'est au tour de la [Fondation Franz Weber](#) de soutenir le référendum contre la "Loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité grâce aux énergies renouvelables". Cette loi, adoptée par le Conseil national et le Conseil des Etats lors de la session d'automne, fixe des objectifs contraignants pour le développement des énergies renouvelables et assouplit les dispositions relatives à la protection de la nature. Ainsi, les installations énergétiques dans les régions qui se prêtent à l'exploitation de l'énergie solaire et

éolienne doivent avoir la priorité sur la protection de l'environnement et d'autres intérêts nationaux. La Fondation Franz Weber s'oppose à la destruction de la nature et du paysage et souhaite que le Parlement établisse, dans un deuxième temps, un équilibre entre la promotion des énergies renouvelables et la protection de la nature et du paysage. L'[Association suisse pour un paysage libre](#) combat également l'arrêté manteau. Les organisations ont jusqu'au 18 janvier 2024 pour récolter les 50'000 signatures nécessaires. Les grandes organisations de protection de la nature ainsi que la [Fondation suisse pour l'énergie](#) ne soutiennent pas le référendum, car il retarderait le tournant énergétique. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ](#) (paywall).

Vers la neutralité climatique grâce au stockage de CO₂ dans la mer ?

Le Conseil fédéral considère qu'il est "inévitabile" d'[exporter](#) à l'avenir le CO₂ produit en Suisse à l'[étranger](#) et de le stocker dans les [fonds marins](#). Seules ces technologies à émissions négatives permettraient d'atteindre les objectifs climatiques. Afin d'éliminer les déchets sous forme de CO₂ à l'étranger, le Conseil fédéral veut ratifier un amendement correspondant au Protocole de Londres. La convention internationale de 1972 protège les mers contre la pollution due à l'immersion de déchets et d'autres substances. Afin de permettre le stockage du CO₂ dans les fonds marins, le protocole avait été adapté en 2009.

La Confédération part du principe qu'en 2050, malgré l'objectif du zéro net, environ 12 millions de tonnes de CO₂ seront produites, ce qui correspond à un quart des émissions actuelles de CO₂ de la Suisse. La majeure partie de ces émissions doit être captée directement à la source, par exemple dans les cimenteries ou les usines d'incinération des ordures ménagères. La technologie sous-jacente du "Carbon Capture and Storage" - la capture et le stockage du CO₂ - est encore peu éprouvée à ce jour. Le Conseil fédéral estimant que les capacités de stockage du CO₂ en Suisse sont trop faibles, l'accent est mis sur l'exportation.

Les représentants des usines d'incinération des ordures ménagères et des cimenteries saluent la décision du Conseil fédéral, car elle augmente la sécurité de la planification et du droit. L'Alliance

pour le climat, qui regroupe plus de 140 organisations, souligne que la Suisse doit réduire de grandes quantités d'émissions évitables afin d'atteindre ses objectifs climatiques. Les fonds marins ne peuvent pas résoudre ce problème. Plus d'informations sur [srf.ch](#), et [ici](#) et [ici](#) (paywall) dans le [Tages-Anzeiger](#).

La Confédération mise davantage sur les compensations liées au CO₂ - malgré les critiques

Le Conseil fédéral a déjà conclu des accords climatiques avec 15 pays afin que la Suisse puisse comptabiliser les émissions de CO₂ réalisées à l'étranger dans son objectif de réduction. Les plus récents de ces accords ont été signés avec le [Chili](#), le [Kenya](#) et la [Tunisie](#) (voir la liste actuelle). Le [magazine du Tages-Anzeiger](#) (paywall) examine à la loupe quelques-uns des projets financés par la Suisse. Il en ressort que certains projets, comme les installations de biogaz au Malawi, n'économisent que peu de CO₂, car beaucoup ne fonctionnent pas ou pas correctement. D'autres, comme les fours de cuisson au Pérou ou les bus électriques en Thaïlande, ne remplissent pas un critère important pour être comptabilisés en Suisse : ils ne sont pas additionnels. Cela signifie qu'ils auraient été financés même sans l'argent de la Suisse. [Caritas Suisse](#) a fait une analyse critique des fours de cuisson au Pérou.

Suite à l'article sur South Pole paru dans le [New Yorker](#) (paywall), la situation du leader mondial de la compensation volontaire des émissions de CO₂, dont le siège est à Zurich, s'est encore aggravée. D'abord, l'entreprise de certification Vera a annoncé qu'elle suspendait le projet phare de South Pole au Zimbabwe, Kariba, et qu'elle enquêtait sur les reproches formulés dans le [New Yorker](#). Puis South Pole a stoppé la vente des certificats Kariba, et peu après, le cofondateur et chef de l'entreprise, Renat Heuberger, ainsi que Bastien Girod, responsable des solutions climatiques pour l'Europe de l'entreprise et conseiller national des Verts, ont démissionné. Plus d'informations sur [srf.ch](#) ([ici](#) et [ici](#)) et dans le [Tages-Anzeiger](#).

Les entreprises qui se présentent comme climatiquement neutres dans leur publicité à l'aide de certificats CO₂ doivent revoir leurs pratiques. La [Commission Suisse pour la Loyauté \(CSL\)](#), un organe d'autorégulation du secteur de la com-

munication, a accepté deux [plaintes de la Fondation pour la protection des consommateurs](#). La fondation avait dénoncé le fait que des affirmations publicitaires telles que "climatiquement neutre" (dans le cas d'un fournisseur de mazout) ou "climatiquement positif" (pour un fabricant d'aliments pour bébés) étaient trompeuses. Les publicités avec des promesses climatiques sont trompeuses, constate la CSL. Pour prendre sa décision, elle s'appuie sur le code de la publicité de la Chambre de commerce internationale. Celui-ci remet en question, outre les affirmations climatiques, les modèles commerciaux des entreprises qui proposent des compensations climatiques. Si des entreprises contreviennent au jugement de la Commission pour la loyauté, celle-ci ne peut pas prendre de sanctions. Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) dispose en revanche de cette compétence. La Fondation pour la protection des consommateurs y avait également déposé des plaintes. Le Seco n'a pas encore donné de réponse. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall).

Les installations solaires alpines à l'aube d'une phase décisive

On voit maintenant à quelle vitesse le Solarexpress progresse : Dans certaines communes, des décisions ont été prises concernant les projets et des demandes de permis de construire ont été déposées pour les premiers projets. Parallèlement, de nouveaux projets continuent d'être présentés. On trouve de bons articles de synthèse dans la [Berner Zeitung](#), sur [srf.ch](#), dans le [Tages-Anzeiger](#), la [NZZ](#) et la [Südoschtweiz](#) (paywall).

Lors des votations au niveau communal, on peut observer le schéma suivant : Lors des assemblées communales (avec vote ouvert), l'approbation est plus élevée que lors des votations (anonymes) aux urnes. Et les petites communes disent souvent plus clairement oui, la contribution aux finances communales jouant ici probablement un rôle.

Les projets suivants ont été approuvés lors d'assemblées communales : à Grengiols, VS (électricité pour 40'000, voir [Tages-Anzeiger](#)) ; Lütschental, BE (3000 ménages, [Berner Zeitung](#), paywall) ; Adelboden (3000 ménages, [ee.news](#)) ; Lenk, BE (3000 ménages, [Berner Zeitung](#), paywall) ; Schattenhalb, BE (4500,

[Berner Zeitung](#), paywall) ; Laax (2200 ménages, [Südoschtweiz](#)) ; Klosters (3500 ménages, [Südoschtweiz](#), paywall) ainsi qu'à Tujetsch, Disentis, Samedan et Poschiavo ([Südoschtweiz](#), paywall).

Ces projets ont été rejetés lors d'assemblées communales : Illanz/Glion, GR (électricité pour 14'000 ménages, [Südoschtweiz](#)) ; Disentis, GR (10'000 ménages, [Südoschtweiz](#), paywall) et Saanen (15'000 ménages, [Berner Zeitung](#), paywall).

Actuellement, trois installations solaires alpines sont mises à l'enquête publique en Suisse (état au 12 décembre 2023, [l'OFEN fournit un aperçu actuel](#)). Elles ont déjà été approuvées par les communes. Oberwil, BE (Alp Morgeten, électricité pour 3000 ménages, oppositions de la Fondation pour la protection et l'aménagement du paysage, du Club alpin suisse et de [Mountain Wilderness](#), [Sonntagszeitung](#) paywall) ; Scuol, GR (20'000 ménages, [Südoschtweiz](#)) ; Sedrun, GR (6300 ménages, [Tages-Anzeiger](#)).

En outre, quelques nouveaux projets ont été présentés : à Grindelwald, BE (deux sites, de l'électricité pour 7000 ménages au total, [Berner Zeitung](#)) ; Lauterbrunnen, BE (3000 ménages, [Berner Zeitung](#)) ; Urnerboden, GL (3000 ménages, [Tages-Anzeiger](#)). Voici un [aperçu de l'Association des entreprises électriques suisses](#) de toutes les installations photovoltaïques prévues et d'autres projets visant à développer les énergies renouvelables.

Pour que les installations photovoltaïques alpines construites dans le cadre du projet Solarexpress soient indemnisées par la Confédération à hauteur de 60% des coûts d'investissement, elles doivent injecter au moins 10% de l'électricité prévue dans le réseau d'ici fin 2025. Des conseillers nationaux du PLR, du centre et du PS veulent maintenant prolonger ce délai de trois ans, jusqu'en 2028, comme le rapporte la [NZZ am Sonntag](#) (paywall). L'intervention devrait être votée lors de la session d'hiver en cours.

Mais la pression du temps, le refus de la population ou l'opposition des associations environnementales ne sont pas les seuls facteurs qui remettent en question les installations solaires alpines. Le plus grand obstacle pour la plupart des projets est la rentabilité, peut-on lire dans la [NZZ](#). "Malgré les subventions, la construction et

l'exploitation économique de ces installations sur les surfaces libres des hautes Alpes seraient difficiles".

Nouveau parc éolien, énergie nucléaire et un modèle controversé de mix électrique

Le premier parc éolien du canton a été inauguré en novembre à Sainte-Croix, dans le canton de Vaud. Il aura fallu 25 ans entre la première étude de faisabilité et l'ouverture. Les six éoliennes installées fournissent de l'électricité à environ 5000 ménages. Avec le parc éolien de Sainte-Croix, la Suisse compte 47 éoliennes en service, contre plus de 1300 en Autriche. Plus d'informations sur [ee.news.ch](https://www.ee.news.ch).

En automne, le conseiller aux Etats et président du PLR [Thierry Burkart](#) avait déposé un postulat dans lequel il demandait au Conseil fédéral de rédiger un rapport afin d'examiner, entre autres, la construction de nouvelles centrales nucléaires. Le Conseil fédéral a décidé d'accepter le postulat. Il ne s'agit pas d'un précédent pour lever l'interdiction actuelle de construire de nouvelles centrales nucléaires. Mais le Conseil fédéral lance ainsi une discussion à ce sujet. Plus d'informations dans l'[Aargauer Zeitung](#) (paywall) et la [Sonntagszeitung](#). Dans la [NZZ](#), le patron d'Axpö, Christoph Brand, explique clairement que la construction de nouvelles centrales nucléaires n'est actuellement pas rentable d'un point de vue économique. Compte tenu des risques financiers importants, des subventions publiques sont nécessaires. Celles-ci pourraient même être plus élevées que celles pour les installations solaires alpines, pour lesquelles la Confédération prend en charge jusqu'à 60% des coûts d'investissement.

Avec [Power Switcher](#), le groupe énergétique Axpö met à disposition un instrument permettant de modéliser le mix électrique du futur. Les personnes intéressées peuvent créer leurs propres scénarios. Axpö a ainsi créé deux scénarios propres, avec pour objectif un approvisionnement en électricité respectueux du climat et garanti, tout en étant le moins dépendant possible des importations d'électricité en hiver. L'un des scénarios mise sur le développement de l'énergie nucléaire.

La [NZZ](#) (paywall), qui a été la première à rendre compte de l'outil d'Axpö, conclut sur la base de la modélisation que de nouvelles centrales nu-

cléaires sont nécessaires pour un approvisionnement fiable en électricité si la Suisse ne veut pas compter sur des importations importantes d'électricité ou d'hydrogène. Les installations PV dans les Alpes et sur les toits ne seraient en revanche pas rentables. L'[association "energie-wende-ja"](#) arrive à une autre conclusion. Selon elle, le Power Switcher prend en compte des coûts trop élevés pour le photovoltaïque et trop bas pour le nucléaire. De plus, la conclusion de la NZZ est erronée. L'[association économique swisscleantech](#) le souligne également.

La Suisse est-elle en train de rattraper son retard en matière d'hydrogène ?

L'hydrogène peut apporter une contribution importante à la réduction nette à zéro des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, dans le monde entier et en Suisse également. La condition est qu'il soit produit à partir de sources d'énergie renouvelables et non fossiles. Dans ce contexte, la Suisse est dépendante des importations de l'étranger, comme le souligne le Conseil fédéral dans son [rapport "Hydrogène. Etat des lieux et options d'action pour la Suisse"](#). Pour que cela soit possible, un "accès à l'infrastructure européenne du réseau d'hydrogène est central". Le Conseil fédéral part du principe que les importations seront possibles à partir de 2035.

L'hydrogène sera utilisé là où il n'existe aucune autre alternative renouvelable. Selon le Conseil fédéral, entre autres pour la production de chaleur industrielle à haute température, dans les transports terrestres, aériens et maritimes ou comme stockage saisonnier d'énergie pour la production d'électricité. [swisscleantech](#) estime que ces données sont insuffisantes. L'association demande que l'on étudie beaucoup plus précisément où l'hydrogène doit être utilisé. Jusqu'à ce que l'hydrogène puisse être importé, il devrait être limité aux processus industriels qui nécessitent beaucoup d'énergie. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall).

Concertation sur l'extension des autoroutes et les nouvelles approches de la mobilité

Le référendum lancé par l'[Association transports et environnement \(ATE\)](#) et l'[association Umverkehr](#) contre l'extension de l'autoroute a

abouti. Lors de la session d'automne, le Parlement avait accordé 5,3 milliards de francs pour élargir l'A1 à six ou huit voies sur certains tronçons. Une votation populaire sur l'extension aura donc lieu en 2024. Lors de la récolte des signatures nécessaires, il est apparu clairement que de nombreuses personnes ne comprenaient pas pourquoi la Confédération voulait investir des milliards dans des autoroutes en pleine crise climatique et détruire des pans entiers de précieuses terres cultivables, indiquent les organisations environnementales. Plus d'informations dans le [Blick](#).

A partir du 1er janvier 2024, les propriétaires de voitures électriques paieront eux aussi un impôt sur les automobiles et contribueront ainsi à l'entretien des routes nationales et du fonds pour le trafic d'agglomération. [Le Conseil fédéral](#) a décidé de supprimer l'exonération fiscale et de mettre les véhicules électriques sur un pied d'égalité avec les véhicules diesel et essence. Avec la diffusion croissante des véhicules électriques, les pertes fiscales ont augmenté. Au premier semestre 2023, une voiture neuve importée sur quatre était purement électrique. Sur 100 voitures immatriculées en Suisse, 3 sont actuellement des véhicules purement électriques. Plus d'informations à ce sujet dans la [NZZ](#). Une analyse des données du [Tages-Anzeiger](#) (paywall) confirme que la part des véhicules électriques est plus élevée dans les communes aisées que dans le reste de la Suisse.

Dans les négociations internationales, la Suisse s'engage à limiter les subventions en faveur des énergies fossiles. Toutefois, le [Conseil fédéral](#) l'y autorise toujours. Il a ainsi décidé que les tracteurs et les dameuses continueraient à se faire rembourser l'impôt sur les huiles minérales pour le diesel (environ 80 centimes par litre). Les entreprises forestières, la pêche professionnelle et les entreprises de transport concessionnaire en profitent également. Chaque année, ces branches sont subventionnées à hauteur de 65 millions de francs. Plus d'informations sur [nau.ch](#) et dans le [Tages-Anzeiger](#).

A quoi ressemble une mobilité respectueuse du climat ? Des chercheurs de l'ETH sont en train de la développer pour la ville de Zurich. Les premiers résultats du projet "E-Bike-City" montrent que l'espace réservé aux voitures serait nettement réduit. Dans ce scénario, près de la moitié des voies de circulation seraient réservées

aux vélos, vélos électriques et trottinettes électriques. Les véhicules à moteur ne circuleraient plus que sur des routes à sens unique sur de nombreux tronçons. L'objectif est également de rendre les routes plus sûres pour les cyclistes. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

L'association Umverkehr veut obtenir des changements similaires par la voie politique et a déposé à cet effet des "[initiatives pour le climat urbain](#)" dans plusieurs villes et communes. A Saint-Gall, une contre-proposition du parlement de la ville a été adoptée. Celui-ci prévoit de créer 200 000 m² d'espaces verts supplémentaires et de la place pour les piétons, les cyclistes et les transports publics. A Bâle, la demande populaire a été rejetée fin novembre. Le PS et les Verts avaient argumenté en vain qu'il s'agissait d'une mesure indispensable pour lutter contre le réchauffement climatique qui nuit à la santé. Les partis bourgeois se sont opposés aux restrictions du trafic automobile et à la suppression de places de stationnement. Plus d'informations dans le [Basler Zeitung](#) et le [Tages-Anzeiger](#).

Le Tribunal fédéral annule deux jugements contre des activistes climatiques

Les activistes climatiques qui avaient bloqué le hall d'entrée d'un centre commercial à Fribourg en 2019 ne seront pas condamnés. Le Tribunal fédéral a confirmé une décision du Tribunal cantonal qui avait annulé une condamnation en première instance. Le Ministère public de Fribourg avait fait recours contre cette décision. Le Tribunal fédéral est arrivé à la conclusion que la pression exercée sur des tiers lors de l'action n'était pas suffisante pour condamner les personnes qui y ont participé pour contrainte. Pendant le blocage, les visiteurs auraient pu entrer et sortir du centre commercial par d'autres entrées et sorties. La liberté de réunion exige que l'Etat fasse preuve d'une certaine tolérance lors de rassemblements non autorisés mais non violents. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ](#) (paywall).

Le Tribunal fédéral a également acquitté des militants écologistes dans un deuxième cas. Ils avaient occupé pendant plusieurs mois une colline près d'Eclépens, VD. Ils voulaient ainsi empêcher le groupe cimentier Holcim d'y ex-

traire des roches pour la production de ciment. En mars 2021, la police cantonale vaudoise a évacué la colline, mais les activistes n'ont pas décliné leur identité. Ils ont été condamnés par le Ministère public à des peines de prison ferme allant jusqu'à trois mois et à des amendes. Le Tribunal fédéral reproche maintenant au ministère public et aux tribunaux vaudois d'avoir refusé aux participants le droit à un procès. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

La BNS critiquée pour sa participation à des entreprises de fracturation hydraulique

La Banque nationale suisse détient des participations dans près de 70 entreprises qui extraient du pétrole ou du gaz par fracturation ou qui transportent des combustibles fossiles extraits par fracturation. Les investissements de la BNS dans ces entreprises s'élèvent à neuf milliards de dollars américains. C'est ce que révèle un [rapport de la Coalition BNS](#), un regroupement d'organisations et de particuliers sous l'égide de l'Alliance pour le climat. La BNS ne s'exprime pas sur les différents placements, mais justifie les investissements dans les entreprises par le fait qu'elle se retire en contrepartie des entreprises de charbon. La coalition exige que la BNS s'en tienne à ses propres critères et se retire de la fracturation. Plus d'informations sur [Bloomberg](#) (paywall).

Afin d'obliger la Banque nationale à protéger davantage le climat, cinq conseillers nationaux ont déposé des initiatives parlementaires identiques. Ils demandent que la BNS soit obligée par la loi de prendre en compte les risques climatiques et environnementaux dans sa politique monétaire. La [Commission de l'économie du Conseil national](#) a rejeté l'intervention avec la voix prépondérante de son président. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Décision de la Confédération et des cantons en matière de climat

Le Conseil fédéral veut réviser la [stratégie d'adaptation au changement climatique](#). Parallèlement, un nouveau plan d'action doit être élaboré pour la période allant jusqu'à 2030. Un rapport de contrôle sur la mise en œuvre du plan d'action actuel montre que les mesures prises jusqu'à présent sont efficaces. La contribution à la réduction des risques liés au climat

est jugée moyenne à grande. En outre, 50 projets ont été soutenus, dont les solutions sont très utiles. Il s'agit par exemple de la détection précoce de la sécheresse, de la surveillance des dangers naturels, du développement de bases pour le développement des forêts ou de recommandations pour la protection contre la chaleur.

Saint-Gall met à disposition un crédit spécial de 59 millions de francs pour poursuivre et développer les programmes actuels de promotion de l'énergie. C'est ce que prévoit un contre-projet à l'initiative pour un fonds de protection climatique du PS, qui a été acceptée par les votants. Avec son initiative, le PS voulait créer un fonds doté de 100 millions pour promouvoir les systèmes de chauffage durables et l'assainissement énergétique des bâtiments. L'initiative a été rejetée. Plus d'informations dans le [Tagblatt](#).

Le canton de Zurich tire un [bilan intermédiaire positif de la loi sur l'énergie](#), en vigueur depuis septembre 2022, qui encourage le remplacement des chauffages fossiles par des systèmes neutres pour le climat. Plus de 800 chauffages ont été remplacés, un tiers par des pompes à chaleur à sonde géothermique et un tiers par des pompes à chaleur air-eau, 15% par des raccordements au chauffage à distance. La part des nouveaux chauffages fossiles s'élève encore à 4% ; plus de la moitié d'entre eux sont autorisés pour une durée limitée, jusqu'à ce qu'un raccordement au chauffage à distance soit disponible sur le site. Auparavant, les chauffages existants avaient été majoritairement remplacés par des systèmes fossiles.

Politique climatique internationale

Good COP, bad COP

La 28e conférence internationale sur le climat s'est tenue cette année à Dubaï. Le président de la COP, Sultan Al Jaber, avait déjà fait l'objet de nombreuses critiques avant la conférence, car il est également le chef de l'entreprise pétrolière et gazière Adnoc, qui veut continuer à investir dans de gigantesques opérations pétrolières et gazières. Le nombre de lobbyistes pétroliers présents n'a donc jamais été aussi élevé.

La COP28 a-t-elle été un succès ? Tout dépend du point de vue que l'on adopte. Au vu des nombreux conflits et guerres, des fossés qui se creusent régulièrement au sein des pays, c'est un petit miracle que 200 pays se réunissent chaque année pour trouver des solutions de manière démocratique et consensuelle. Chaque année, c'est un grand combat. Un tour de force pour tous ceux qui participent aux négociations. Et cette année encore, quelques bonnes décisions ont été prises. De ce point de vue, la COP28 a été un succès. Mais si l'on pose la question de savoir si les pays ont pris des décisions permettant d'améliorer l'avenir de tous et de s'attaquer réellement à la crise climatique, la réponse est clairement non. Voici le plus important :

De l'argent pour les victimes : beaucoup s'attendaient à ce qu'un point central de la dispute soit le financement d'un fonds pour les dommages et les pertes, qui aiderait les pays en développement à faire face aux conséquences du changement climatique - mais dès le premier jour, les pays riches ont promis 700 millions de dollars pour le fonds. Mais les règles convenues pour le fonds sont plus faibles qu'espéré. Une objection de dernière minute de la délégation américaine au texte consensuel a forcé une modification du mécanisme de financement, qui "invite" seulement les pays riches à contribuer au nouveau fonds, mais ne les oblige pas à le faire.

L'abandon des énergies fossiles est explicitement mentionné dans le texte final pour la première fois depuis 30 ans. Un premier projet d'accord de la COP28, ne demandait qu'une réduction volontaire de la production et de la consommation de combustibles fossiles et a été critiqué comme étant "totalement insuffisant". Après une série de réunions entre diplomates de haut niveau, Sultan Al Jaber a annoncé un nouvel accord : Pour la première fois, le monde s'est mis d'accord sur l'abandon des combustibles fossiles. Bien qu'il s'agisse d'un grand pas, nombreux sont ceux qui ne sont pas satisfaits du résultat : L'accord accorde au gaz naturel un rôle central en tant que carburant de transition

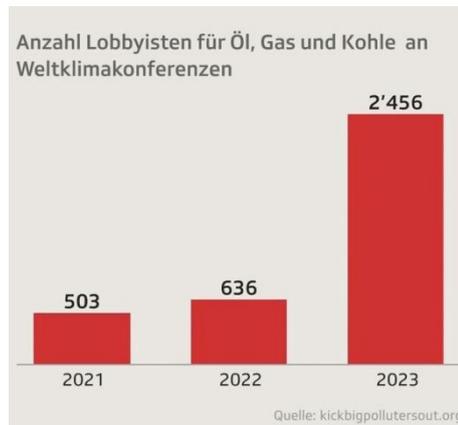
et reste vague sur la date à laquelle cet abandon des énergies fossiles devrait avoir lieu.

Développer les énergies renouvelables : Les pays se sont mis d'accord pour tripler la capacité des énergies renouvelables d'ici 2030 et pour augmenter l'efficacité énergétique de 4 % chaque année. Il est donc tout à fait normal que les objectifs généraux de réduction soient désormais étayés par des mesures concrètes. En marge de la COP28, 23 pays se sont également engagés à tripler la capacité énergétique nucléaire mondiale d'ici 2050 par rapport à 2023. Il s'agit notamment des États-Unis, du Canada, du Japon, de la Corée du Sud, des Émirats arabes unis, du Royaume-Uni et de la France.

L'objectif de réduction pour 2035 est fixé : d'ici là, les émissions mondiales doivent avoir diminué de 60% et chaque pays doit apporter une contribution appropriée. Début 2025 au plus tard, tous les États doivent soumettre à l'ONU leurs nouveaux plans de protection du climat (NDC) pour cette période et expliquer comment ils comptent atteindre l'objectif.

Le financement du climat reste un sujet difficile. Patrick Hofstetter, expert en protection climatique du WWF, déclare à ce sujet : "Pour pouvoir atteindre les objectifs communs et pour une meilleure protection contre les conséquences de la crise climatique, les pays en voie de développement ont besoin de toute urgence du soutien des pays industrialisés riches. C'est pourquoi un accord doit être conclu lors de la prochaine conférence sur le climat à Bakou, en Azerbaïdjan, qui prévoit une augmentation significative du financement international pour le climat. Comme la Suisse ne remplit déjà pas ses obligations, des fonds supplémentaires doivent être générés le plus rapidement possible. Une solution serait de faire payer les responsables de la crise".

Plus d'informations sur la COP28 chez [Klimareporter](#), [SRF](#), [Greenpeace](#), de nombreux [articles dans le Guardian](#) et un article très détaillé dans [Carbon Brief](#).



La Chine et les Etats-Unis signent un pacte sur le réchauffement climatique

Les États-Unis et la Chine ont signé un pacte pour lutter ensemble contre le réchauffement climatique. L'accord prévoit de tripler la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2030, mais ne contient que des déclarations insuffisantes sur l'efficacité énergétique et ne dit rien sur l'énergie nucléaire. Les deux pays se sont engagés à réaliser cinq mégaprojets de CSC (capture et stockage du carbone) d'ici 2030. La Chine a en outre déclaré qu'elle fixerait des objectifs de réduction pour toutes les émissions de gaz à effet de serre - une amélioration par rapport aux objectifs actuels qui ne prennent en compte que les émissions de CO₂. Plus d'informations dans le New York Times (paywall) et le gouvernement américain.

Les émissions de la Chine vont baisser en 2024

Les émissions de CO₂ de la Chine ont explosé au cours des dernières décennies. Mais selon une analyse de Carbon Brief, les émissions de la Chine devraient diminuer en 2024. On ne sait pas encore si cette baisse sera durable. Alors que les émissions de CO₂ sont reparties à la hausse en 2023 après avoir atteint leur niveau le plus bas pendant la stratégie "zéro carbone", les énergies renouvelables ont été développées à un niveau record. Parallèlement, la Chine continue à construire de nombreuses nouvelles centrales à charbon. Les experts s'attendent à un bras de fer entre l'industrie du charbon du pays et les nouveaux groupes d'intérêt pour les énergies renouvelables. Si la Chine continue à développer ses capacités en matière d'énergies renouvelables à ce rythme, elle pourrait connaître une baisse continue de l'utilisation des combustibles fossiles et des émissions.

Les exportations de GNL des États-Unis sont aussi mauvaises que celles de charbon

Jusqu'en 2016, les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance des États-Unis étaient interdites en Europe. Depuis, les exportations ont rapidement augmenté, en partie en raison de la croissance rapide de la production de gaz de schiste. Aujourd'hui, les États-Unis

sont le plus grand exportateur de GNL. Le gouvernement américain du président Biden a prévu de développer massivement les infrastructures d'exportation de GNL. Jusqu'à présent, sept grands terminaux d'exportation ont été construits et au moins 20 autres sont prévus.

Un nouveau document détermine dans un calcul de cycle de vie les émissions de gaz à effet de serre du GNL exporté. La plus grande source d'émissions est le méthane non brûlé qui s'échappe lors de l'extraction ou du transport. Mais les émissions de CO₂ dues à l'extraction du gaz de schiste, très gourmande en énergie, jouent également un rôle important. L'analyse réfute l'argument selon lequel le GNL génère moins d'émissions que le charbon : dans tous les scénarios étudiés, les émissions totales de gaz à effet de serre du GNL sont supérieures à celles du charbon, de 24% à 274%.

Le World Energy Outlook 2023 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) est plein d'espoir. Il montre que la croissance de la consommation de gaz s'est considérablement ralentie et que la demande va soit stagner soit diminuer. Cela signifie que certaines des nombreuses installations d'exportation de GNL en cours de construction seront confrontées à un surplus de gaz. Plus d'informations dans le New Yorker et le Guardian.

Une catastrophe climatique majeure toutes les trois semaines aux États-Unis

Le cinquième bilan climatique national des États-Unis montre que la crise climatique cause chaque année des dommages directs de 150 milliards de dollars dans tout le pays, et la tendance est à la hausse. Entre 2018 et 2022, le pays a connu 89 catastrophes climatiques qui ont causé plus d'un milliard de dollars de dommages, dont des sécheresses, des inondations, de fortes tempêtes et des incendies de forêt. Cela correspond à une catastrophe toutes les trois semaines. Le gouvernement américain a annoncé plus de 6 milliards de dollars pour financer les infrastructures, l'énergie propre et la résilience climatique. Plus dans Nature (paywall).

Les banques ont injecté plus de 150 milliards de dollars dans les entreprises fossiles en 2022

Une nouvelle base de données sur le site web carbonbombs.org présente 425 projets d'extraction de charbon, de pétrole et de gaz. Chacun de ces projets émettra plus d'un milliard de tonnes de CO₂ sur toute sa durée de vie. A titre de comparaison, c'est plus de 20 fois plus que ce que la Suisse a émis en 2022.

Près de 300 de ces installations sont déjà en service. Au moins 128 de ces "bombes à carbone" ne sont pas encore en service. Au cours de leur cycle de vie, elles émettront au total près de 300 milliards de tonnes de CO₂. Ces émissions de gaz à effet de serre pourraient encore être évitées.

Deux des mines de charbon prévues appartiennent à Glencore, le géant suisse des matières premières dont le siège est à Baar, ZG. Glencore continue de tirer un grand profit du charbon. L'année dernière, le bénéfice d'exploitation ajusté rien que pour sa mine la plus importante, El Cerrejón dans le nord de la Colombie, s'est élevé à 3,6 milliards de dollars.

Entre 2016 et 2022, les banques, principalement aux États-Unis, en Chine et en Europe, ont accordé des financements à ces entreprises et projets fossiles pour un montant de 1,8 trillion de dollars. En 2022, cela représentait plus de 150 milliards de dollars. Il s'agissait en grande partie de financements généraux d'entreprises et non de crédits directs pour des projets d'extraction de combustibles fossiles. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall) et le [Guardian](#).

Les gouvernements s'accordent sur l'élimination progressive de l'éclairage fluorescent

Lors de la COP5 de la Convention de Minamata sur le mercure, 147 gouvernements se sont mis d'accord pour interdire toutes les lampes fluorescentes à partir de 2027. L'accord, s'il est pleinement mis en œuvre, permettra d'éviter l'émission de 2,7 gigatonnes de CO₂ d'ici 2050, l'éclairage LED étant beaucoup plus efficace sur le plan énergétique. De plus, 158 tonnes de mercure en moins seront rejetées dans l'environnement, à la fois par les ampoules elles-mêmes et par les émissions évitées des centrales électriques au charbon. Plus d'informations de [clasp](#) et [CAN International](#).

Les perspectives énergétiques mondiales 2023 de l'AIE

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié en octobre son [World Energy Outlook 2023](#). Les principaux messages sont les suivants:

- Les énergies renouvelables se développent rapidement. D'ici 2030, il y aura au moins dix fois plus de véhicules électriques en circulation et la moitié de l'électricité totale proviendra des énergies renouvelables. Le changement est "inéluçtable".
- La demande chinoise en combustibles fossiles atteint un pic en 2025 dans tous les scénarios. Cela s'explique par une croissance plus faible, l'utilisation rapide des énergies renouvelables et la transition vers une économie moins gourmande en énergie.
- En 2023, les investissements dans les énergies renouvelables étaient 1,8 fois plus élevés que ceux dans les combustibles fossiles, et d'ici 2030, ils seront entre 2,5 et 10 fois plus élevés.
- Le captage et le stockage du carbone (CSC) n'est qu'une petite partie de la solution. Le CSC ne se développe pas aussi rapidement que les autres technologies et ne devrait pas servir de prétexte pour éviter de réduire les émissions des combustibles fossiles.
- 80-85% de la croissance de la nouvelle production d'électricité en Afrique d'ici 2030 sera probablement due aux énergies renouvelables.
- Mais il en faudra bien plus pour rester dans l'objectif de 1,5 degré. Avant tout, "des investissements accrus dans tous les aspects d'un système énergétique propre" : tripler la capacité des énergies renouvelables, doubler leur efficacité et réduire de 75% les émissions de méthane.

Un [nouveau rapport de Climate Analytics](#) montre en outre que les émissions mondiales de gaz à effet de serre pourraient commencer à baisser dès l'année prochaine si les taux de croissance actuels de l'énergie solaire et éolienne et des véhicules électriques se maintiennent. L'étude prévoit un pic pour le charbon en 2023, pour le gaz en 2024 et pour le pétrole en 2025.

Criminalisation des protestations climatiques

L'année dernière, les médias ont beaucoup parlé des autocollants et des manifestations pour le climat. Souvent, les actions et les activistes ont été présentés comme des extrémistes et la cause des protestations, l'urgence de la crise climatique ayant été reléguée au second plan. Ce n'est pas un hasard. Le [réseau mondial Atlas](#), influent mais peu connu, regroupe des centaines d'organisations et de groupes de réflexion conservateurs, libéraux et néo-libéraux. Le réseau Atlas s'engage stratégiquement pour que les protestations climatiques soient présentées comme extrêmes et dangereuses dans les médias, la politique et la justice. Dans le podcast [Drilled](#), la journaliste climatique Amy Westervelt se penche sur la criminalisation des protestations climatiques. Plus d'informations à ce sujet dans la [WOZ](#).

Politique climatique européenne

Accord sur la directive relative aux bâtiments

Peu avant la fin de l'année, le Parlement européen et les États membres de l'UE se sont mis d'accord sur l'un des derniers dossiers en suspens du programme "Fit for 55", la directive européenne sur les bâtiments (EPBD). Le secteur du bâtiment doit être soumis à des exigences plus strictes en matière d'efficacité et de protection climatique dans toute l'Europe. Les normes d'efficacité minimales pour les bâtiments particulièrement inefficaces ont été au cœur des débats houleux. Selon la proposition de la Commission européenne, ces normes auraient exigé que les bâtiments résidentiels et non résidentiels très inefficaces soient progressivement rénovés d'ici une année de référence afin d'économiser davantage d'énergie et donc de coûts. Dans la décision finale, les exigences ont toutefois été considérablement affaiblies. Les organisations environnementales craignent que les objectifs d'efficacité affaiblis ne garantissent pas une protection suffisante contre le changement climatique et la pauvreté énergétique (voir [CAN Europe](#) ou [NABU](#)). La directive révisée prévoit également l'introduction progressive de l'obligation d'utiliser l'énergie so-

laire dans toute l'UE ainsi que l'interdiction de subventionner les chauffages fossiles à partir de 2025 et de les exploiter à partir de 2040. Pour en savoir plus, consultez [Euractiv](#).

La France refuse de payer les pénalités pour erreur climatique

En 2020, la France aurait dû atteindre une part de 23% d'énergies renouvelables dans sa consommation totale d'énergie. Le gouvernement français s'y était déjà engagé en 2009 suite à une directive européenne. Cet objectif n'a pas été atteint. Le non-respect des directives de l'UE fait désormais peser la menace de "pénalités" - mais Paris refuse et entre en confrontation avec la Commission européenne, comme on peut le lire dans [Le Monde](#). La France devrait acheter des parts d'énergies renouvelables aux pays qui ont dépassé leurs objectifs. Selon les estimations, les coûts s'élèveraient à environ 500 millions d'euros, selon la ministre de l'Énergie Pannier-Runacher. Reste à savoir si la France est désormais menacée d'une procédure d'infraction devant la Cour de justice de l'UE.

Malgré une baisse des émissions : L'objectif climatique de l'UE n'est pas en vue

Dans un nouveau [rapport](#), l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) prévoit que les émissions de l'UE auront certes baissé en 2022 par rapport à l'année précédente, mais que l'objectif de réduction de 55% par rapport à 1990 ne sera pas atteint en 2030. Les efforts consentis jusqu'à présent par les États membres dans le cadre de plus de 3.000 mesures différentes ne permettraient d'atteindre qu'une réduction de 43% des émissions. Si les mesures encore prévues sont mises en œuvre, une réduction de 48% serait possible - mais il y a tout de même un écart de sept points de pourcentage par rapport à l'objectif 2030. Jusqu'à présent, l'UE a émis 31% de gaz à effet de serre en moins qu'en 1990. L'année prochaine, les États membres devront soumettre de nouveaux plans nationaux pour l'énergie et le climat (PNEC). Selon l'AEE, ces plans sont essentiels pour atteindre les objectifs de protection du climat.

Défis croissants pour le marché de l'électricité grâce aux énergies renouvelables

Même si le rythme de la protection du climat en Europe est trop lent, comme décrit ci-dessus, les énergies renouvelables pour la production d'électricité continuent de se développer. Cela pose de nouveaux défis au marché de l'électricité de l'UE, comme le souligne un [rapport](#) de l'AEE. En 2030, 42,5 % de l'électricité produite dans l'UE devrait provenir de sources renouvelables. Les États membres doivent désormais flexibiliser leurs systèmes électriques en raison de la fluctuation de l'alimentation en électricité et développer le transport transfrontalier de l'électricité.

Les flux financiers européens continuent de réchauffer le climat

L'organisation ActionAid International a publié un [nouveau rapport](#) à l'occasion du lancement de la 28e conférence mondiale sur le climat à Dubaï. Il en ressort que les entreprises et les institutions financières basées dans l'UE sont responsables d'une grande partie des financements nuisibles au climat - bien que l'UE s'engage au niveau international pour de nouveaux flux financiers orientés vers la protection du climat. Ainsi, depuis l'accord historique de Paris, un total de 327 milliards de dollars américains aurait été injecté dans les pays en voie de développement pour financer des activités dans le domaine des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle, ce qui va à l'encontre de la protection du climat.

Qui sont les plus gros pollueurs du système européen d'échange de quotas d'émission ?

Une nouvelle [analyse](#) de Carbon Market Watch montre que seules 30 entreprises européennes sont responsables de plus de la moitié des émissions du système européen d'échange de quotas d'émission (ETS). Dans le cadre du système ETS, les grandes entreprises industrielles et le secteur de l'énergie achètent aux enchères des droits d'émission. Ceux-ci sont progressivement réduits afin de parvenir à une réduction constante des gaz à effet de serre. Mais des droits d'émission gratuits sont également octroyés, ce qui permet aux entreprises industrielles de rester compétitives par rapport à leurs concurrentes hors de l'UE.

Le secteur de l'énergie est certes responsable de la majorité des émissions, mais il paie égale-

ment pour ses droits d'émission. Les entreprises de secteurs tels que la production d'acier, de ciment ou de produits pétrochimiques reçoivent toutefois d'énormes quantités de droits d'émission gratuits. Par exemple, le géant de l'acier ArcelorMittal a reçu en 2022 des certificats d'émission gratuits d'une valeur de 3,7 milliards d'euros, tandis que le géant du ciment Heidelberg a reçu 1,9 milliard d'euros. L'organisation demande donc qu'à l'avenir, pour atteindre les objectifs climatiques, on ne distribue plus de droits de pollution gratuits et que toutes les entreprises paient.

Allemagne

Une décision épique de la Cour constitutionnelle fédérale conduit l'Allemagne à la crise budgétaire

Le 15 novembre, la [Cour constitutionnelle fédérale](#) a décidé que les fonds non utilisés pour lutter contre la pandémie de Covid-19 ne pouvaient pas être réaffectés à la protection du climat. Le groupe parlementaire CDU/CSU avait porté plainte, car cela serait contraire à la Loi fondamentale et aux règles d'endettement qui y sont définies. Ces 60 milliards d'euros auraient dû être affectés au Fonds pour le climat et la transformation, qui devait financer différentes mesures de lutte contre la crise climatique - par exemple le financement de chauffages respectueux du climat ou des investissements dans l'infrastructure ferroviaire. Cela fait trébucher les négociations budgétaires et est considéré par l'opposition comme une "[claque](#)" pour le gouvernement fédéral. Il n'est pas possible de contracter de nouvelles dettes en raison du [frein à l'endettement](#) ancré dans la Loi fondamentale. Le gouvernement fédéral a donc dû revoir ses plans pour le prochain budget fédéral. Quatre semaines après le jugement, le chancelier Scholz, le vice-chancelier Habeck et le ministre des Finances Lindner se sont mis d'accord sur une nouvelle proposition. Les grands projets de transformation pour l'industrie devraient être maintenus comme prévu. [Les associations sociales](#) ont critiqué le fait que des économies seraient faites ailleurs, principalement au détriment des citoyens. Pour financer les dépenses, le prix national du CO₂ pour le chauffage et le carburant sera augmenté et les subventions nuisibles au climat seront réduites

dans une faible mesure. Des représentants de l'économie allemande, du marché financier et de la société civile allemande ont lancé un appel ouvert au gouvernement fédéral pour que le financement de la protection du climat et de la transformation soit assuré à long terme. Plus d'informations sur ZEIT Online, Tagesschau et une analyse détaillée sur Lage der Nation.

Il faut davantage de protection du climat dans les bâtiments et les transports

La loi fédérale sur la protection du climat (KSG) stipule qu'en cas de non-respect des limites d'émission annuelles, des "programmes d'urgence" comprenant des mesures appropriées doivent être immédiatement adoptés afin que le secteur concerné retrouve le chemin du climat. Le secteur du bâtiment a déjà manqué trois fois de suite ses objectifs, le secteur des transports deux fois. Les ministères compétents ont certes défini des programmes d'urgence, mais ceux-ci sont insuffisants, comme l'a déjà souligné le Conseil d'experts pour les questions climatiques - un organe chargé d'examiner et de contrôler la mise en œuvre de la LCC - dans une expertise.

L'association allemande pour l'environnement et la protection de la nature (Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland) et l'association allemande pour l'aide à l'environnement (Deutsche Umwelthilfe) ont alors attaqué le gouvernement fédéral en justice et ont obtenu gain de cause : Les programmes d'urgence sont insuffisants et ne répondent pas aux exigences de la loi sur la protection du climat. Le gouvernement fédéral est désormais tenu d'apporter des améliorations immédiates et de présenter des mesures politiques supplémentaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le jugement peut toutefois encore être contesté par les ministères concernés et n'a donc pas encore force de loi. D'autres actions en justice, par exemple concernant le programme global de protection du climat 2023 du gouvernement fédéral, sont encore en attente. Là aussi, on doute que les mesures proposées répondent aux exigences du KSG. Pour en savoir plus, consultez ZDF ou RND.

BMWK présente sa stratégie industrielle

Sur la voie de la neutralité climatique, il est indispensable que l'industrie allemande se décarbonise également pour atteindre un bilan net nul. Fin octobre, le ministère de l'Économie et de la Protection du climat (BMWK) a présenté sa nouvelle stratégie industrielle. Le ministre Habeck s'est clairement prononcé en faveur du maintien du site industriel à l'avenir. La stratégie décrit les défis de la transformation et propose des mesures pour assurer la pérennité de l'industrie à moyen et long terme.

Les associations environnementales comme le WWF déplorent que le système européen d'échange de quotas d'émission continue d'être considéré comme l'instrument phare de la transition. Dans l'ensemble, il manque un "grand ensemble", selon l'organisation environnementale. Il faudrait notamment accélérer la suppression des subventions nuisibles au climat et lier les aides publiques à la transformation à des conditions. La Fédération de l'industrie allemande et la Chambre de commerce et d'industrie allemande critiquent le fait que les obstacles bureaucratiques devraient être réduits et que la compétitivité sur les marchés internationaux devrait être mieux garantie.

De grands pas vers l'approvisionnement en hydrogène

Pour s'affranchir des combustibles fossiles, l'hydrogène est essentiel pour l'industrie lourde qui travaille à très haute température. Les plans du gouvernement fédéral pour le réseau central d'hydrogène ont été publiés mi-novembre. Ils visent à lancer la construction de conduites d'hydrogène dans le cadre de la transition énergétique. Il est prévu de reconstruire ou de construire plus de 9 700 kilomètres de réseau d'ici 2032, principalement pour alimenter les grandes entreprises industrielles qui dépendent de l'hydrogène et qui utilisent encore aujourd'hui des combustibles fossiles. L'importation d'hydrogène via la mer du Nord doit ainsi être assurée. Plus de la moitié du réseau doit être exploité par la transformation de conduites de gaz existantes. Les coûts totaux sont estimés à près de 20 milliards d'euros. Pour en savoir plus, consultez le Tagesschau et le Zeit Online ainsi que le site de la FNB.

La crise climatique visible

Un quart de la population mondiale a souffert de la chaleur extrême l'année dernière

Au cours des 12 derniers mois, la température moyenne mondiale a été de 1,32 degré Celsius supérieure à la valeur de départ préindustrielle. Il s'agit de la température la plus chaude que notre planète ait connue depuis 125 000 ans. La majeure partie de ce réchauffement, environ 1,28 degré, est due à l'influence humaine. Les variations naturelles causées par des processus météorologiques tels qu'El Niño y ont beaucoup moins contribué.

Une personne sur quatre a été exposée à des vagues de chaleur extrêmes, persistantes et dangereuses l'année dernière. En Afrique, les conditions météorologiques extrêmes ont tué au moins 15 000 personnes en 2023. Plus sur [Climate Central report](#), [Carbon Brief](#), [Copernicus Climate Change Service bulletin](#), [Nature](#) (pay-wall).

La fonte des glaciers du Groenland et de l'Antarctique s'accélère considérablement

Groenland

Les glaciers du Groenland rétrécissent aujourd'hui deux fois plus vite que dans les années 1980, comme le montre une nouvelle étude publiée dans [Nature Climate Change](#). Depuis 2000, les températures dans l'Arctique ont également augmenté deux fois plus vite que la température moyenne mondiale.

Les glaciers périphériques des montagnes côtières ont reculé deux fois plus vite entre 2000 et 2021 qu'avant le début du siècle, selon une étude publiée dans [Nature Climate Change](#). La glace qui fond dans la mer depuis le Groenland est l'un des facteurs qui contribuent le plus à l'élévation du niveau de la mer dans le monde. Les glaciers périphériques constituent un système d'alerte précoce pour le reste de la neige et de la glace du Groenland. Ces glaciers ne représentent qu'environ 4% de la couverture glaciaire totale du Groenland, mais sont responsables d'environ 14% de la perte de glace sur l'île. Cela pourrait changer si la calotte glaciaire elle-même devenait instable.

La côte nord du Groenland est soutenue par des plateformes de glace flottantes qui empêchent les glaciers appartenant à l'inlandsis de s'écouler dans l'océan Arctique. Selon une autre étude publiée dans [Nature Communications](#), le volume de ces plateformes glaciaires a diminué de plus de 35% depuis 1978. La glace fond principalement par le bas à mesure que l'océan se réchauffe. Trois plateformes de glace au nord du Groenland se sont déjà presque entièrement effondrées, toutes au cours des 20 dernières années. Après cette fonte, la perte de glace du glacier derrière la plate-forme a plus que doublé. Plus d'informations sur [Spektrum](#), [NY Times](#) (Paywall), [Coastal Care](#).

Antarctique occidentale

L'Antarctique est presque deux fois plus grand que l'Australie. De nouveaux résultats de recherche indiquent que le continent se réchauffe deux fois plus vite que ce qu'indiquaient jusqu'à présent les modèles climatiques utilisés dans les rapports climatiques de l'ONU. Le courant marin profond de l'Antarctique, qui influence le climat tout autour du globe, ralentit déjà en raison de la fonte des eaux. Cet effet pourrait s'accroître dans les décennies à venir.

L'ampleur de la fonte qui se produira au cours de ce siècle n'est désormais plus sous le contrôle de l'humanité, selon une nouvelle étude publiée dans [Nature Climate Change](#). Les chercheurs ont utilisé un modèle informatique à haute résolution de la mer d'Amundsen pour effectuer l'évaluation la plus complète à ce jour du réchauffement dans cette région. Leurs résultats indiquent qu'une fonte importante de l'Antarctique occidentale est garantie au cours de ce siècle, quelle que soit la vitesse à laquelle le monde renonce aux combustibles fossiles qui alimentent le changement climatique. L'analyse montre que la banquise flottante de la mer d'Amundsen fondra trois fois plus vite au cours de ce siècle qu'au siècle dernier. Comme au Groenland, la perte de cette glace signifie que les calottes glaciaires sur terre peuvent glisser plus rapidement dans l'océan.

La calotte glaciaire de l'Antarctique occidentale perd environ 80 milliards de tonnes de glace par an. Certains indices du passé laissent penser que la rupture de l'Antarctique pourrait être beaucoup plus rapide que prévu et plus sporadique et violente que régulière et prévisible.

L'Antarctique occidental contient suffisamment de glace pour faire monter le niveau de la mer jusqu'à 5 mètres. Mais nous ne savons pas quelle quantité va fondre et à quelle vitesse. Plus d'informations sur [SRF](#), [Klimareporter](#), [Guardian](#), [Tages-Anzeiger](#) (paywall), [The Conversation](#).

Menace des forêts par les incendies et les sécheresses

Canada

Au Canada, les incendies de forêt ont brûlé cette année une surface presque quatre fois plus grande que celle de la Suisse (plus de 180'000 km²). Près de 1,5 milliard de tonnes de CO₂ ont été libérées – plus que les émissions du Canada et de l'Allemagne réunies. En raison de décennies de déforestation industrielle à grande échelle, d'une mauvaise gestion des forêts et du réchauffement climatique, les forêts émettent désormais 180 millions de tonnes de CO₂ chaque année depuis le début des années 2000, au lieu de l'absorber et de le stocker, comme le montre une [nouvelle analyse inquiétante](#). Bien que le Canada se présente volontiers comme un pays vert et respectueux de l'environnement, il continue de miser sur le développement de l'industrie fossile : il construit [des pipelines](#), [se moque de l'idée](#) de laisser les combustibles fossiles dans le sol et [arrête régulièrement](#) les activistes climatiques. Plus d'informations sur [SRF](#) et [Spektrum.de](#).

Amazonie

La forêt amazonienne, par laquelle transite un [cinquième de l'eau douce mondiale](#), souffre d'une énorme sécheresse qui dure depuis des années. Depuis le début de l'année, des incendies de forêt ont ravagé plus de [46'000 km²](#) de l'Amazonie, une surface plus grande que la Suisse. L'air est devenu dangereux pour la santé de millions de personnes en raison des gigantesques dégagements de fumée et, parallèlement, les grands fleuves s'assèchent à une vitesse record. Les conditions plus sèches accélèrent à leur tour la destruction de la forêt tropicale la plus grande et la plus riche en espèces du monde. Plus d'informations sur [MSN](#) et le [New York Times](#) (paywall).

Toundra arctique

De nouvelles recherches indiquent que la toundra arctique, qui était un puits de carbone, est en train de devenir une source d'émissions de méthane. Lorsque le pergélisol dégèle, le carbone fixé dans le sol peut s'échapper dans l'atmosphère sous forme de méthane. Des études ont montré que la probabilité de points chauds de méthane augmente d'environ 30 % dans les endroits où des incendies de forêt se sont déclarés au cours des 50 dernières années. Cette probabilité passe à près de 90% lorsque le feu est adjacent à l'eau. Plus d'informations sur [Environmental Research](#).

Nouvelles de la science du climat

CO₂ concentration aussi élevée qu'il y a 3 millions d'années

[Selon l'Organisation météorologique mondiale](#), la concentration de CO₂ dans l'atmosphère a atteint 417,9 ppm (parties par million - particules de CO₂ par million de particules) en 2022. La concentration est désormais 50% plus élevée que le niveau préindustriel. Des concentrations de CO₂ aussi élevées ont été observées pour la dernière fois il y a trois à cinq millions d'années. La température moyenne mondiale était alors de deux à trois degrés plus élevée et le niveau de la mer était de 10 à 20 mètres plus haut. Plus dans le [Süddeutsche](#) (paywall)

Nous explosons notre budget CO₂

[Une nouvelle étude publiée dans Nature](#) sur l'objectif de 1,5 degré part du principe que le budget CO₂ lié à la consommation n'est que de moitié environ par rapport aux estimations précédentes. La nouvelle étude utilise des données plus récentes et des modèles améliorés. Si nous voulons que le réchauffement climatique ne dépasse pas 1,5 degré, avec une probabilité de 50%, l'humanité ne peut plus émettre que 247 milliards de tonnes de CO₂. Ensuite, les émissions devront avoir diminué jusqu'à un niveau net de zéro. Au niveau mondial, environ 40 milliards de tonnes de CO₂ sont actuellement émises chaque année, et la tendance est toujours à la hausse. Cela signifie que le budget restant sera épuisé dans environ six ans. Plus

d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (pay-wall), [la BBC](#) et le [NY Times](#) (paywall).

Une nouvelle étude montre que le climat est probablement beaucoup plus sensible

Le Dr James Hansen est synonyme de science du climat. [Sa déclaration devant le Congrès américain en 1988](#) a attiré l'attention du public sur ce sujet à l'époque. [Son dernier document](#) part du principe que le climat est beaucoup plus sensible au CO₂ qu'on ne le pensait jusqu'à présent. Le document présente plusieurs aspects.

Sensibilité climatique : La sensibilité climatique est une estimation de l'ampleur du réchauffement de la planète si la teneur en CO₂ de l'atmosphère doublait par rapport à la moyenne préindustrielle. Actuellement, l'atmosphère contient presque exactement 50 % de CO en plus. Pendant des décennies, l'estimation centrale était de trois degrés Celsius ; cela signifie qu'un doublement de la teneur en CO₂ entraîne un réchauffement de trois degrés. Hansen et ses co-auteurs ont maintenant calculé, sur la base de nouvelles données, un réchauffement de 4,8 degrés Celsius.

Accélération de la crise : En outre, les auteurs constatent une accélération du réchauffement. Certains autres scientifiques ont remis en question cette affirmation, d'autres, dont les [auteurs d'un rapport faisant autorité](#) sur l'état du climat, ont également constaté une accélération.

Meilleure qualité de l'air = plus de réchauffement climatique : dans le monde entier, la qualité de l'air s'est nettement améliorée depuis de nombreuses années grâce à une réglementation plus stricte. C'est une bonne chose, car les polluants atmosphériques tuent chaque année des millions de personnes. Mais une partie des particules fines refroidit le climat : elles bloquent le rayonnement solaire, ce qui neutralise une partie du réchauffement que nous provoquons. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime le refroidissement à environ 0,5 degré Celsius en moyenne. Hansen et ses collègues donnent une estimation nettement plus élevée. Les aérosols pourraient refroidir la planète de 1,5 degré Celsius. Si la pollution atmosphérique et donc la teneur en particules fines diminuent, le monde se réchauffe d'autant plus vite. Plus l'influence de ces

particules est grande, plus les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites de manière drastique pour stabiliser la température globale. "Nous espérons avoir tort", a commenté l'un des coauteurs de l'étude. Plus d'informations dans le [Guardian](#), [Insideclimatenews](#). Le Dr Hansen et ses co-auteurs ont tenu [une conférence de presse](#) au cours de laquelle ils ont expliqué en détail les résultats de l'étude.

Les plus riches sont les principaux responsables du changement climatique

Les 1% les plus riches du monde sont responsables de plus d'émissions de CO₂ que les 66% les plus pauvres. Leurs émissions proviennent de super yachts, de jets privés, de villas, de vols spatiaux ainsi que d'investissements dans des entreprises qui extraient des combustibles fossiles. Un [nouveau rapport d'Oxfam](#) estime que les émissions produites par les 1 % les plus riches en 2019 pourraient suffire à causer la mort de 1,3 million de personnes en raison de la chaleur entre 2020 et 2100.

Mais il n'y a pas que les super-riches. Nous en faisons aussi partie. Les 10 % les plus riches sont responsables de la moitié de toutes les émissions mondiales et sont donc la clé pour mettre fin à la crise climatique. Parmi les 10 % les plus riches du monde, on trouve la plupart des classes moyennes des pays industrialisés, c'est-à-dire tous ceux qui gagnent plus de 40 000 USD par an. Plus d'informations dans le [Guardian](#) [ici](#), [ici](#) et [ici](#) et sur [SRF](#).

Des médecins et des climatologues mettent en garde

[Dans la revue "BioScience"](#), des scientifiques ont une fois de plus publié un cri d'alarme. La publication culmine avec l'avertissement que vers la fin de ce siècle, la patrie de trois à six milliards d'êtres humains pourrait être rendue pratiquement inhabitable par des vagues de chaleur et le manque de nourriture. Les auteurs considèrent que les valeurs extrêmes de l'année 2023 font partie d'une série de 35 "signes vitaux" de la Terre. De même, le [InterconnecteInterconnected Disaster Risks report 2023](#) de l'[Université des Nations Unies](#) conclut que le monde se dirige rapidement vers des points de basculement à plusieurs endroits.

Le [rapport 2023 du Lancet](#) examine les relations entre la santé et le changement climatique dans cinq domaines clés et fournit l'évaluation la plus récente de ces relations. Parallèlement, les professionnels de la santé ont publié un [éditorial commun](#) dans plus de 200 revues médicales en octobre. Ils y appellent à reconnaître que le changement climatique et la perte de biodiversité sont indissociables et doivent être abordés ensemble. C'est la seule façon de préserver la santé humaine et d'éviter une catastrophe mondiale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) doit déclarer l'urgence sanitaire mondiale. Il s'agit du niveau d'alerte le plus élevé de l'OMS, qui ne s'applique actuellement qu'à la menace de la poliomyélite. Plus dans le [Guardian ici](#) et [ici](#), [l'ONU](#), [ZDF](#), [Spektrum](#) et [Süddeutsche Zeitung](#).

De nouveaux rapports de l'ONU révèlent d'énormes lacunes dans la protection du climat

Les trois nouveaux rapports d'écart de l'ONU mettent en évidence les lacunes dramatiques qui doivent être comblées dans la protection du climat.

Rapport sur l'écart des émissions

Le [rapport Emissions Gap du PNUE](#) classe les mesures prises dans le monde l'année dernière pour lutter contre le changement climatique. Il conclut que, bien que certains progrès aient été réalisés, le monde est toujours en train de se diriger vers un réchauffement d'environ 2,7 °C d'ici 2100. Selon le rapport, le monde est également sur le point de dépasser l'objectif de 1,5 °C fixé par l'accord de Paris. Pour en savoir plus, consultez [Carbon Brief](#) et [Klimareporter](#).

Rapport sur l'écart de production

Le [rapport du PNUE sur l'écart de production](#) montre que la plupart des pays les plus producteurs n'abandonnent pas les énergies fossiles, bien au contraire. La production mondiale de pétrole et de gaz devrait même continuer à augmenter jusqu'en 2050. Des pays comme les États-Unis, le Canada, la Russie et l'Arabie saoudite estiment qu'en 2030, ils produiront plus du double de la quantité de combustibles fossiles compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5 degré. Si les prévisions ac-

tuelles sont exactes, les États-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite produiront en 2030 plus de pétrole et de gaz que jamais auparavant dans leur histoire. Selon un [rapport de l'Agence internationale de l'énergie \(AIE\)](#), si les producteurs de pétrole et de gaz veulent respecter l'accord de Paris, ils devront [consacrer 50 %](#) de leurs dépenses d'investissement aux énergies propres d'ici 2030. L'année dernière, ils n'ont dépensé que 2,5 %. Pour en savoir plus, voir le [Climate Reporter](#), [Guardian](#), [Inside Climate News](#).

Rapport sur l'écart d'adaptation

Les conséquences du réchauffement climatique dans le monde sont indéniables et les coûts augmentent rapidement. Le [rapport Adaptation Gap Report du PNUE](#) évalue dans un nouveau rapport le coût des dommages causés par le changement climatique. La conclusion est décevante. Les financements internationaux pour la protection contre les vagues de chaleur, les inondations et les sécheresses ne représentent que 5 à 10 % des besoins actuels et ont même diminué ces dernières années, alors que les phénomènes météorologiques extrêmes ne cessent d'augmenter. [Le](#) professeur Saleemul Huq, éminent chercheur en adaptation [décédé en octobre](#), a résumé la situation mondiale en ces termes : "Nous sommes désormais dans l'ère des pertes et des dommages causés par le changement climatique. Chaque jour, chaque semaine, chaque mois et chaque année, la situation va s'aggraver partout à partir de maintenant. Chaque pays sera affecté, et chaque pays est, dans une certaine mesure, non préparé". Plus sur [SRF](#), [Guardian](#), [New York Times](#) (pay-wall)

Les poissons : les protecteurs cachés du climat

Pour finir, une chose étonnante : les poissons mésopélagiques, qui vivent dans les océans entre 200 et 1.000 mètres de profondeur environ, apportent une contribution importante, encore trop peu étudiée, au stockage du carbone. Chaque jour, environ 90 % de tous les poissons (en poids) de l'océan migrent des profondeurs vers la surface pour se nourrir. Ce faisant, ils consomment d'énormes quantités de plancton. Ils le digèrent et le rejettent en profondeur, où il tombe au fond de l'océan et se fixe dans les sédiments. Les scientifiques veu-

lent maintenant découvrir combien de carbone ces poissons stockent avant que ces zones plus profondes ne soient également victimes de la pêche. Plus d'informations dans [Hakei Magazine](#).

Actif contre le désespoir

"L'avenir est fait de courage", écrit Ronja von Wurmb-Seibel dans son livre "[Wie wir die Welt sehen - Was negative Nachrichten mit unserem Denk machen und wie wir sich befreit davon](#)" (2022). Pour que vous ne soyez pas complètement abattus par toutes ces mauvaises nouvelles, nous voulons désormais terminer notre journal climatique par une rubrique contre le désespoir. Vous y trouverez des conseils contre le blues climatique et des informations sur la manière dont vous pouvez vous engager.

En bonne compagnie

Nous ne pouvons aborder la crise climatique qu'ensemble. Il est important d'en parler sans cesse, même avec des personnes qui ne sont peut-être pas très intéressées ou même sceptiques. Par exemple avec les proches lors du repas de Noël. A cela s'ajoutent [ces conseils de discussion](#) et [ces conseils généraux](#) de Psychologist4Future.

Et ils sont très nombreux à s'engager. Le journal en ligne Republik a par exemple lancé une nouvelle initiative pour le climat : **Republik - Challenge accepted** : La crise climatique est là. La situation est grave. Ensemble, nous nous penchons sur la question : Comment sortir de cette crise ? De manière curieuse, critique et constructive. Avec des articles, des débats, des événements en continu.

<https://www.republik.ch/challenge-accepted>

Devenir actif

En ce moment, les initiatives populaires suisses suivantes sont en cours.

- L'**initiative pour le climat** demande la création d'un fonds climatique financé par la caisse fédérale (0,5 à 1% du PIB, soit 3,5 à 7 milliards de francs par an). Cet argent doit servir à financer des mesures climatiques telles que l'énergie solaire, l'assainissement des bâtiments (la Suisse a plus de chauffages au mazout que tout autre pays européen). La sécurité de l'approvisionnement devrait ainsi également être améliorée. Les [Etats-Unis](#) ont créé [un fonds similaire](#), de même que l'UE, dans le cadre de son [New Green Deal](#).
- L'**Initiative pour l'avenir** veut un nouvel impôt sur les successions pour les investissements dans la transition énergétique et la protection du climat. Les premiers 50 millions restent exonérés d'impôts, ensuite le taux d'imposition est de 50 pour cent.
- En outre, un **référendum national** est en cours contre l'extension des autoroutes décidée par le Parlement (coût : 5,3 milliards de francs).

Merci et meilleures salutations de la part d'Anja et Thomas !

N'hésite pas à faire suivre le journal climatique. Si tu n'es pas encore sur la liste de distribution, tu peux t'abonner ici :

<https://bit.ly/Klimazeitung>